

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Mesures présidentielles : le PDG invite le gouvernement à parfaire les modalités pratiques

F. M. MOMBO  
Libreville/Gabon

**L**E Parti démocratique gabonais (PDG) a invité, récemment, le gouvernement à parfaire les modalités pratiques de la distribution de l'aide alimentaire et de la prise

en charge des loyers des petits propriétaires, telles que promis par le chef de l'État. C'était à l'occasion d'une communication faite par l'un des porte-parole du parti, David Ella Mintsa. Au cours de cette communication, le PDG a également rendu un vibrant hommage au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba pour son "engagement constant" et sa "détermination invariable", tant dans la protection que dans l'assistance multiforme au peuple gabonais, en cette période diffi-



**Le conseiller du distingué camarade président auprès du secrétaire général du PDG, David Ella Mintsa.**

cile et délicate. "Le PDG, a dit l'orateur, salue et approuve, en conscience, la clairvoyance et la sagacité du distingué camarade président qui, dans ce contexte inopiné de crise sanitaire pré-occupante, a pris la courageuse décision d'instaurer l'état d'urgence sanitaire, afin de juguler au mieux la propagation du covid-19 dans notre pays". Tout comme il a salué la mise en place, à titre personnel, par le président du parti, d'un fonds de deux milliards cent millions de F CFA, pour la prise en charge, pendant 6 mois, du ticket mo-

dérateur des Gabonais économiquement faibles assurés à la CNAMGS. Toutefois, au-delà de ce qui précède, le PDG saisit cette occasion pour adresser son "soutien spontané et réel" aux personnels soignants, aux forces de défense et de sécurité et à toutes celles et ceux, tous secteurs et catégories confondus, qui se dévouent en cette période difficile. Cela, non seulement pour venir en aide aux autres compatriotes, mais aussi pour assurer le fonctionnement des services essentiels à la vie de la nation.

## Les Mamboundouistes prônent la généralisation de la distribution des acquis sociaux



**Les Mamboundouistes lors de leur déclaration.**

Christian KOUIGA  
Libreville/Gabon

**D**ANS le cadre de leurs activités politiques, les Mamboundouistes, - courant politique de l'Union du peuple gabonais (UPG) -, se sont retrouvés dernièrement pour débattre, une fois encore, de l'actualité brûlante autour du Covid-19. D'entrée, le président du mouvement, Guy-Constant Titus Koumba, et les siens ont noté, avec satisfaction, l'ensemble des mesures à forte tonalité sociale initiées par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, pour venir en aide à ses nombreux compatriotes en cette période de crise sanitaire rendue plus difficile par le confinement. Les Mam-

boundouistes saluent le fonds spécial de solidarité de 250 milliards mis en place pour rendre effectives ces mesures. Ainsi que l'apport personnel du président de la République, Ali Bongo Ondimba, à hauteur de plus de 2 milliards FCFA. Ils ont, par ailleurs, adressé des compliments au Comité scientifique gabonais pour sa promptitude à conseiller le gouvernement, notamment dans la conception des stratégies défensives et offensives. Comme celle ayant abouti à la mise en place d'un protocole thérapeutique pour une meilleure prise en charge des cas contaminés. Toutefois, ils s'offusquent de la mauvaise qualité de ladite prise en charge et des conditions d'hygiène décriées au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) et au Centre médical de Bitam (Woleu-Ntem)...

Evoquant ensuite le confinement du Grand Libreville, les Mamboundouistes notent, pour le déplorer, les nombreux manquements observés dans la gestion et la distribution des bons et des kits alimentaires. De même que dans la prise en charge des loyers et dans le transport gratuit. Face à cette situation, et eu égard aux désagréments vécus dans de nombreux foyers, Guy-Constant Titus Koumba et ses amis attirent l'attention du gouvernement sur les risques encourus dans les villes confinées, où le climat devient de plus en plus délétère. D'où leur souhait de voir le gouvernement généraliser la distribution des acquis sociaux à tous les pans de la société. Pour ne laisser aucune famille dans la déroute.

## Miroir du gouvernement

### Un nouvel élan

LE gouvernement a décidé, dimanche dernier de la prolongation du confinement du Grand Libreville. A travers cette décision, d'aucuns espèrent vivement que le gouvernement fasse montre de plus d'efficacité et de coordination, afin de répondre aux attentes des populations. Car, entre nous, soit dit en passant, les habitants du Grand Libreville n'ont guère été convaincus de l'efficacité de la gestion de la crise par l'équipe gouvernementale durant la première quinzaine de son confinement total.

Tout ou presque a été dit sur cette gestion. Sans vouloir être exhaustif, d'aucuns ont dénoncé, entre autres, l'impréparation, l'absence de stratégie, le cafouillage qui ont semblé

entourer l'action gouvernementale. Avec ceci que, le virus s'est propagé à Bitam, Port-Gentil et Lambaréné. Et que les populations ont bien eu du mal à rester chez elles. Bref, les failles auront été nombreuses dans la gestion de la pandémie et l'application des mesures d'accompagnement.

Toute chose qui devrait amener le gouvernement à impulser un nouvel élan à son action et à repartir du bon pied, afin de soulager les populations durant cette période. Tout en les sensibilisant encore sur la nécessité de respecter le confinement, redevenu partiel depuis hier, et les mesures barrières. Une œuvre de pédagogie d'autant plus nécessaire et utile que, en dépit du nombre sans cesse

croissant des personnes contaminées dans notre pays, d'aucuns estiment encore que cette maladie n'est qu'une vue de l'esprit, une imagination. Ce qui tend à démontrer, d'une certaine manière, que la stratégie de communication retenue, jusque-là, n'est guère opérante.

C'est dire la nécessité de persuader et de convaincre davantage également les populations à respecter les mesures édictées par les autorités. Car, la réussite du confinement et de la lutte contre le Covid-19 passe par une forte et sincère adhésion des habitants aux prescriptions gouvernementales.

J.KOMBILE MOUSSAVOU